

**CENTRE DE FORMATION ET D'APPRENTISSAGE  
DE SAINT-JOUAN-DES-GUERETS**

**MISE AUX NORMES DE L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A  
MOBILITE REDUITE ET TRAVAUX DE REHABILITATION**

MARCHE PUBLIC  
TRAVAUX

**2014-018**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE  
Articles 26, 28 du Code des Marchés Publics

**Cahier des Clauses Administratives  
Particulières  
(CCAP)**

## 1. PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHE : POUVOIR ADJUDICATEUR

### MAITRE D'OUVRAGE

**Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Saint Malo - Fougères**  
Dont le siège est sis 4 av. Louis Martin 35400 Saint-Malo, SIREN 130 013 147

Direction des Services Concédés de la CCIT de Saint-Malo Fougères,  
**Contact CCI : Le Responsable Travaux, M. Clément BERTRAND ;**  
cbertrand@saintmalofougeres.cci.fr ; 02.99.20.63.20

Personne Responsable des Marchés / Signataire/ Ordonnateur

Monsieur le Président de la C.C.I.T. de Saint Malo – Fougères

Comptable assignataire des paiements

Monsieur le Trésorier de la C.C.I.T. de Saint Malo – Fougères

## 2. AUTRES INTERVENANTS

### ARCHITECTE

Cabinet Sophie FIEVET représenté Mme Sophie FIEVET  
17, Rue Alphonse Thébault  
Tel : 02 99 40 17 40 – Fax : 02 99 56 31 14  
email : sophie.fievet@wanadoo.fr

### MAITRE D'ŒUVRE / BET ELECTRICITE & FLUIDES

C-MOI représenté M. Régis CORMIER  
71, Riniac – 35270 COMBOURG  
Tel : 02 99 80 21 03 – Fax : 02 30 96 64 15  
email : regis.cormier@gmail.com

### ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION / COORDINATEUR OPC

CONCEPT IB REALISATION représenté M. Nicolas MACE  
14, Rue des Lierres – 35400 SAINT-MALO  
Tel : 06 63 03 00 03  
email : nicolas.mace@concept-ib.fr

### COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

SOCOTEC – Agence de SAINT-MALO représenté M. Yann DOURLLEN  
Parc Technopolitain – ZAC Atalante – 7, Allée Métis – 35 400 SAINT-MALO  
Tel : 02 99 82 43 26 / 06 22 83 52 05  
email : yann.dourlen@socotec.com

### BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE

QUALICONSLT représenté M. Alexandre MAILLOT  
Parc d'affaires Edonia – Bâtiment F – Rue des Iles Kerguelen  
CS 76827 – 35 768 SAINT-GREGOIRE CEDEX  
Tel : 02 99 23 14 25  
email : rennes.qc@qualiconsult.fr

### 3. FORME - OBJET DU MARCHE ET DESCRIPTIFS

Le marché à procédure adaptée, régi par le présent CCAP, est un marché public de travaux relatif à l'opération dénommée :

#### **MISE AUX NORMES DE L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE ET TRAVAUX DE REHABILITATION**

#### **CENTRE DE FORMATION ET D APPRENTISSAGE DE SAINT JOUAN DES GUERETS**

Le marché est alloti en 13 lots :

- Lot 1 : VRD – Aménagements extérieurs
- Lot 2 : Désamiantage
- Lot 3 : Démolitions – Gros Œuvre
- Lot 4 : Charpente – Bardage Bois
- Lot 5 : Couverture ardoise
- Lot 6 : Menuiseries extérieures et intérieures en aluminium
- Lot 7 : Plâtrerie – Faux-Plafond
- Lot 8 : Menuiseries intérieures bois
- Lot 9 : Revêtements de sol et muraux
- Lot 10 : Peinture
- Lot 11 : Électricité
- Lot 12 : Plomberie – Chauffage – Ventilation
- Lot 13 : Ascenseur – Elévateur PMR

Ce marché est conclu soit avec une entreprise individuelle, soit avec un groupement solidaire (Cf : article 5 ci-après).

Les descriptions des ouvrages à réaliser et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, les plans.

Le titulaire du marché est également dénommé dans les pièces du marché l'entrepreneur ou l'entreprise.

### 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

#### **4.1. PIÈCES PARTICULIÈRES**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ▮ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont les décompositions des prix globaux forfaitaires et le cas échéant, les bordereaux des prix unitaires ;
- ▮ Le présent CCAP et ses éventuelles annexes ;
- ▮ Le CCTP et ses annexes - plans ;
- ▮ Le bon de visite ;
- ▮ Le mémoire technique et l'offre remise par le candidat éventuellement complétée et/ou modifiée dans le cadre de la mise au point du marché et/ou de la négociation ;
- ▮ Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- ▮ Les pièces remises à l'appui de la candidature des titulaires ;

## 4.2. PIECES GENERALES EN VIGUEUR LE 1ER JOUR DU MOIS DE L'ETABLISSEMENT DES PRIX (MOIS M0)

- ▶ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-travaux) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1er octobre 2009)
- ▶ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.
- ▶ Les pièces désignées dans le cahier des clauses administratives particulières ou le cahier des clauses techniques particulières.
- ▶ Les CCTG, DTU, normes visés par le marché (dans les CCAP et CCTP, offre du candidat) ;

## 4.3. EXIGENCES NORMATIVES ET REGLEMENTATION TECHNIQUE

- ▶ Les exigences normatives et la réglementation technique à respecter pour ce marché figurent dans chaque partie du CCTP relatif à chaque lot.

## 5. GROUPEMENT D'ENTREPRISE

Les groupements d'entreprise pour le présent marché sont obligatoirement solidaires, article 51 du code des marchés publics.

Dans ce cas de co-traitance solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer.

## 6. SOUS-TRAITANCE

Les dispositions applicables à la sous-traitance sont les articles 112 à 117 du code des marchés publics.

Afin d'acceptation des sous-traitants, l'entrepreneur titulaire du marché fourni au maître d'œuvre, toutes les justifications et expériences permettant d'apprécier l'acceptation et l'agrément du sous-traitant. Avant tout acceptation de sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, le maître d'œuvre pourra exiger du titulaire, la production du contrat de sous-traitance. Il est impérativement présenté un acte spécial par sous-traitant DC4 ainsi que les certificats sociaux et fiscaux (application des dispositions de l'article 46 du code des marchés publics).

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le maître d'ouvrage l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement. D'autre part, le sous-traitant devra avoir adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé tel que prévu par l'article L 4532-9 du code du travail.

En cas de défaillance d'un sous-traitant, l'entrepreneur titulaire du marché est tenu d'aviser, sans délai, le maître d'ouvrage. Il doit établir un constat contradictoire faisant ressortir dans les travaux incombant au sous-traitant, ceux que ce dernier aura effectivement mené et ceux qui restent à effectuer. Ce constat devra être chiffré et être signé tant par le titulaire que par le sous-traitant, un exemplaire étant adressé au maître d'œuvre dès son établissement.

Les modalités de paiement direct des sous-traitants figurent à l'article 116 du code des marchés publics.

L'envoi, par le titulaire du marché, d'un projet de décompte précisant les sommes à payer à son ou à ses sous-traitants, accompagnés des factures correspondantes, équivaut à un accord de ce même titulaire, prévu à l'alinéa 2 de l'article 116 du code des marchés publics, sur les sommes revendiquées par ce ou ses sous-traitants.

Les sommes présentées par le sous-traitant tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. dans le respect des règles d'auto-liquidation en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 (cf notamment article 283 2 nonies du code général des impôts).

Au sens de l'article 3.6.2 du CCAG-Travaux, le sous-traitant direct ne peut sous-traiter (*sous-traitance indirecte*) à son tour, qu'à la condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de son propre sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, par l'établissement des mêmes documents que ceux qu'il a produit au marché.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant indirect ne peut intervenir que si le maître d'ouvrage :

- a accusé réception au titulaire du marché d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14-1 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance ,
- ou, avant la signature, par le maître d'ouvrage de la délégation qu'il reçoit et accepte pour payer le sous-traitant indirect à concurrence du montant des travaux et prestations qu'il exécute.

## **7. FORME DES NOTIFICATIONS ET DES ECHANGES D'INFORMATION**

Les décisions du maître d'ouvrage, dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, ont la forme d'ordre de service.

Les ordres de service et les éventuels bons de commande sont notifiés au titulaire contre récépissé ou accusé réception.

Les titulaires des marchés de travaux sont tenus de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de leur part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire

Les éventuelles réserves des titulaires sur les ordres de service sont faites à brefs délais au service ayant émis l'ordre de service et au plus tard dans le délai de 8 jours de leurs notifications.

Ces notifications sont valablement faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particulier du marché (acte d'engagement), ou à défaut à son siège social.

Les autres échanges d'information peuvent être effectués soit par courriel soit par télécopie sous-réserve que les identités des expéditeurs et destinataires soient clairement identifiées. Cette identification si elle n'est pas faite dans les documents du marché, pourra être effectuée, postérieurement à la notification de celui-ci, lors des réunions de préparation du chantier, il en sera alors obligatoirement porté mention dans les comptes-rendus remis au maître d'ouvrage.

## **8. TRANCHE FERME / TRANCHE CONDITIONNELLE**

Conformément aux dispositions de l'article 72 du code des marchés publics, l'exécution des tranches conditionnelles est subordonnée à une décision de la CCIT. Si la décision est prise d'exécuter les tranches conditionnelles; il sera adressé au titulaire un bon de commande assorti d'un ordre de service de commencer les travaux. La réception de ce bon de commande fera courir le délai d'exécution de la tranche conditionnelle concernée.

La/les tranche(s) conditionnelle(s) sera(ont) affermie(s) au plus tard dans l'année suivant la fin de l'exécution de la tranche ferme du marché. Il pourra avoir lieu à actualisation ou révision des prix selon les dispositions de l'acte d'engagement.

## **9. MARCHES COMPLEMENTAIRES OU SIMILAIRES DE TRAVAUX**

Le maître d'ouvrage, si les conditions sont réunies, pourra recourir à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour un marché complémentaire ou consistant en la réalisation de travaux similaires en appliquant les dispositions des 5° et 6° de l'article 35 du code des marchés publics.

## **10. DELAIS D'EXECUTION – CALENDRIERS D'EXECUTION**

### **10.1. DELAI GLOBAL D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Le délai global d'exécution des travaux est de 4 (quatre) mois. Il commence à courir à partir de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux ou de la date de démarrage des travaux qui est stipulée dans celui-ci.

## 10.2. PERIODE DE PREPARATION

La période de préparation est de 1 (un) mois. Cette période de préparation des travaux s'ajoute au délai global d'exécution des travaux figurant ci-dessus à l'article 9.1.

Au cours de cette période de préparation, les opérations suivantes sont effectuées par les titulaires ou du mandataire du groupement :

- Etablissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2. du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre ou OPC du programme du calendrier détaillé d'exécution des travaux faisant apparaître le chemin critique des tâches à exécuter en concertation avec le maître d'œuvre ou OPC et le coordinateur des travaux, dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte le commencement d'exécution de la période de préparation ;
- L'organisation de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS avant toute installation, cette mesure étant valable pour chaque cotraitant et sous-traitant ;
- La communication au coordonnateur SPS, dans les cinq jours suivant le début de la période de préparation, des effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Etablissement du PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) après inspection commune préalable organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant et sous-traitant ;
- Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans le délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation ;
- La transmission, dans le même délai du PPSPS au maître d'œuvre et à tous organismes devant être destinataires du fait de dispositions légales ou réglementaires (à la CRAM à l'inspection du travail et à l'O.P.B.T.P...)

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention de l'ordre de service émanant du maître d'ouvrage.

- Documents d'organisation de la gestion des déchets ;
- Ouverture du registre de chantier prévu à l'article 28.5. du CCAG-Travaux ;
- Présentation des sous-traitants au maître d'ouvrage, qui n'auraient pas été présentés au moment de la soumission ;
- Réalisation de la clôture du chantier, des dessertes véhicules et piétons ;
- Réalisation des affichages légaux et réglementaires ou prévus par le CCTP sur le chantier (panneaux de chantier...)
- Installations du cantonnement des travailleurs, des bureaux de chantier ;
- Réalisation des voies internes au chantier relatives aux stockage, manœuvre, manipulations sur la chantier, élaboration des règles ;
- Exécution des travaux de raccordement du chantier aux réseaux de distribution d'eau potable, d'évacuation et éventuellement le traitement des matières usées en prenant en considération les contraintes inhérentes au site de distribution électrique et de télécommunication, au besoin complété par la fourniture des certificats de conformité de ces installations ;
- Le cas échéant, réalisation de toute demande du coordinateur OPC
- Réalisation de toute demande du coordonnateur SPS ou du service Qualité/Sécurité de la CCIT, dans les délais imposés par eux.

En cas de retard dans l'exécution des obligations dues par le titulaire du marché pendant la période de préparation telles que listées dans le présent article, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités de retard prévues dans ce CCAP.

## 10.3. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution TCE sera élaboré par le coordinateur des travaux (OPC) en collaboration avec les entrepreneurs titulaires du marché.

Le calendrier détaillé d'exécution TCE distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier ;

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du maître d'œuvre ou OPC, quinze (15) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, visée au 9.2. Ci-dessus. Il est ensuite notifié par ordre de service à chacun des entrepreneurs titulaires.

Le calendrier initial, éventuellement modifié comme indiqué, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs, après approbation par le maître d'œuvre.

#### **10.4. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION (INTEMPERIES)**

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à cinq (5) jours pour la durée d'exécution des travaux.

Au-delà, il y a prolongation du délai d'exécution et fait application du CCAG-Travaux

#### **10.5. DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS**

Dans le délai maximum d'un mois à compter de la date de réception des travaux, l'entrepreneur remet les documents constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés et ceux nécessaires au coordonateur S.P.S. pour la constitution du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (D.I.U.O)

Les documents seront remis en trois exemplaires « papier » et un exemplaire reproductible ainsi que sous forme de fichiers informatiques sur CD. Les seuls formats de fichier autorisés sont, selon le cas :

Texte	Word
Tableaux, données	EXCEL
Plans, schémas, documents graphiques.	Autocad

Il est rappelé à cet égard que l'absence de remise des éléments constituant le dossier des ouvrages exécutés constitue une réserve, au sens de l'article 41.5 du C.C.A.G-Travaux et que tout retard dans la remise de ces documents après mise en demeure donnera lieu à l'application de pénalités de retard.

### **11. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

#### **11.1. INFORMATIONS RECIPROQUES DES COCONTRACTANTS**

Par le dépôt de son offre, le titulaire est réputé avoir préalablement pris en considération tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages décrits dans les pièces techniques du dossier de consultation des entreprises, toutes les sujétions et contraintes et en particulier :

- Avoir examiné toutes les indications notamment celles données par les documents graphiques et le C.C.T.P, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires auprès du maître d'oeuvre et avoir pris tous renseignements utiles, notamment en ce qui concerne les travaux exécutés simultanément par les services publics et les concessionnaires de réseaux (EDF, France Télécom, Compagnie des Eaux, etc.), l'exploitant des lieux ;
- Avoir pris connaissance des lieux et tous les éléments afférents ou pouvant interférer sur l'exécution des travaux et notamment les conditions d'accès, les désertes en voirie et réseaux divers. Le candidat faisant son affaire de l'isolement et de la mise en sécurité nécessaires des conduites de gaz et d'électricité et tous autres fluides dans le cadre de l'exécution des travaux ;

- Avoir apprécié toutes difficultés inhérentes au site, notamment en le visitant et avoir parfaite connaissance de toutes les sujétions relatives aux lieux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature du terrain ...
- Avoir apprécié les conditions climatiques etc...;
- Avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité ;
- Avoir apprécié les conditions d'accès en particulier pour les engins de travaux public, de stationnement, de stockage, les disponibilités en eau et énergie ;
- Avoir apprécié les ressources nécessaires, main-d'œuvre, matériels, appareils, échafaudage, protections à maître en œuvre ;
- Avoir considéré la nécessité pour le maître d'ouvrage d'exploiter sans discontinuité les lieux des travaux dans le cadre d'un service public et avoir donc pris note des contraintes et proposé une gestion de chantier et de délais en cohérence dans son offre ;
- Avoir pris tous les renseignements complémentaires qu'il jugeait utiles auprès du Maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et auprès de tous services et autorités compétentes;

En cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage ainsi que le maître d'œuvre communiquent toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile aux titulaires pour l'exécution de leurs marchés. Réciproquement les titulaires informent le maître d'œuvre de tous éléments relatifs à l'opération de travaux. Le maître d'œuvre centralise les informations et les communique ensuite aux titulaires. Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire
- De toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le titulaire constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

## **11.2. PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé dans les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves sur le chantier tant qualitatives que quantitatives.

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché après avoir recueilli l'avis de maître d'œuvre :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application des prix de bordereau ou en leur absence selon le principe de fixation des prix nouveau tel que stipulé à l'article 10.5 ci-après.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre des normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître d'œuvre des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans les autres états membres de l'espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits "E.A." ou a défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'œuvre les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amointrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si l'entité adjudicatrice accepte de faire jouer la clause d'équivalence.



Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre, avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement. Le maître d'ouvrage, sur avis du maître d'œuvre, se prononce sur le refus ou l'acceptation du produit proposé dans les quinze jours de la réception de la demande complète au titre de l'équivalence. Passé ce délai, son silence vaut refus.

Tout produit livré sur le chantier et pour lequel la clause d'équivalence serait invoquée sans respecter le délai précité d'un mois, sera réputé avoir été livré en infraction au marché et devra être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects notamment de retard ou d'arrêt du chantier.

Il est fait interdiction aux titulaires des lots du marché, à ses sous-traitants et co-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelque qu'en soit la variété.

### **11.3. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Piquetage général : Le cas échéant, il sera indiqué à l'entrepreneur un repère de nivellement (N.G.F.) voisin des ouvrages et procédera, en présence de l'entrepreneur, à l'implantation d'une polygonale de base, à laquelle il conviendra de se rattacher et en dressera le procès-verbal.

Piquetage spécial : En complément de l'article 27.3.1 du CCAG, il est précisé que le piquetage et le repérage des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que galeries ou canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est à effectuer par l'entreprise à raison du lot qui lui est confié, le prix du titulaire comprenant les piquetages nécessaires, le cas échéant en tranche conditionnelle

### **11.4. PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCUL – ETUDES DE DETAIL**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées seront établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs et études de détail, au visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle technique.

Le maître d'œuvre devra les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard quinze jours (15) après leur réception.

Le contrôleur technique devra les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours après leur réception.

### **11.5. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE – DROIT DU TRAVAIL – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

En application de l'article 31.5 du CCAG, il est rappelé que le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu :

- de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur ;
- d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Tenus à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente, ces documents sont remis au maître d'ouvrage dès qu'il en demande la production.

En cas de non production dans les délais impartis, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 14.

### **11.6. COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

Les coordonnées du coordonnateur sécurité sont indiquées à l'article 2 du présent document. Le titulaire devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature du chantier.

Ces dispositions doivent être prises en compte pour l'établissement du prix global et forfaitaire. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre. Le titulaire devra rédiger, après inspection préalable commune, dans le cadre de ses interventions, son Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) et l'adresser au Coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

Ces dispositions s'appliquent également aux co-traitants et aux éventuels sous-traitants à qui le titulaire doit remettre le P.G.C. Préalablement à leur intervention, ils disposent de 30 jours à compter de l'agrément du maître d'ouvrage, pour remettre leur P.P.S.P.S. au coordonnateur S.P.S.

#### **11.7. ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI**

Par dérogation à l'article 37.2 du C.C.A.G. l'entrepreneur disposera d'un délai de 10 jours après l'ordre de service de mise en demeure. A défaut d'exécution à l'expiration de ce délai, le maître d'œuvre appliquera les mesures définies au dit article. Parallèlement à ces mesures, l'entrepreneur se verra appliquer les pénalités définies à l'article 14 du présent CCAP.

#### **11.8. REUNIONS DE CHANTIER**

L'entrepreneur devra systématiquement assister aux réunions de chantier auxquelles il est convoqué par le maître d'œuvre ou l'OPC ; étant précisé que ces convocations peuvent être marquées dans les comptes-rendus de chantier.

D'autres réunions pourront être programmées par le maître d'œuvre, auxquelles l'entrepreneur devra assister, avisé avec un préavis de 2 jours minimum.

Les comptes-rendus seront adressés par le maître d'œuvre ou l'OPC, par courriel, dans les 48 heures de la tenue de la réunion.

Les titulaires des marchés communiquent, dès le début d'exécution de ceux-ci, des coordonnées courriel au maître d'œuvre.

A défaut réception du dit compte-rendu dans ce délai, l'entrepreneur est invité à le réclamer.

#### **11.9. GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

Si un marché relatif à un lot est résilié par application de l'article 46 du code des marchés publics, le maître d'ouvrage peut faire appel à un des autres titulaires d'un ou plusieurs lots de l'opération de travaux pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'opérateur économique retenu pour cette mission. Elle incombera alors au titulaire du lot résilié dans le cas visé à l'article 46.3 ou au maître d'ouvrage dans les autres cas.

### **12. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

#### **12.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

Les essais du titulaire : les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés sur le chantier par le titulaire.

Les dispositions de l'alinéa 4 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais et contrôles.

Essais à la demande du maître d'œuvre : En complément de l'article 38 du C.C.A.G, il est précisé que les essais qui seraient effectués en sus de ceux définis par le marché, ne pourront être réalisés qu'après accord exprès maître d'ouvrage. Ces essais seront rémunérés par ce dernier sur présentation des factures justifiant les frais engagés.

#### **12.2. RECEPTION**

Pour l'application de l'article 41.1.2 du CCAG, en cas de défaillance du maître d'œuvre pour diligenter les opérations préalables à la réception, c'est l'entrepreneur titulaire du lot précité qui en informe le maître d'ouvrage.

La procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG. Le calendrier des opérations préalables à la réception est établi par le coordinateur des travaux (OPC).

Lorsque la date d'achèvement des travaux indiquée par l'entreprise aura servi de point de départ à l'organisation des opérations préalables à la réception, le délai compris entre cette date et la date d'effet de la réception prise par le maître d'ouvrage ne donnera pas lieu à l'application de pénalités.

### **12.3. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander que soient mis à sa disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Chaque mise à disposition sera précédée et suivie d'un état des lieux conformément à l'article 43 du C.C.A.G.

## **13. PRIX et VARIATIONS – REGLEMENT DES COMPTES**

### **13.1. MARCHE A PRIX FORFAITAIRES – FERMES**

Le présent marché de travaux est un marché forfaitaire conclu à prix ferme et actualisables dans les conditions figurant à l'acte d'engagement.

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des travaux décrits par le CCAP et le CCTP du marché.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur au moment du fait générateur.

### **13.2. CONTENU DES PRIX – MODES D'EVALUATION DES OUVRAGES – APPROVISIONNEMENTS**

Les prix indiqués au marchés sont hors T.V.A. et sont établis en tenant compte des dispositions de l'article 10.1 du C.C.A.G.-Travaux et tenant compte également, sans que la liste qui suit soit limitative :

- des documents généraux ;
- des sujétions résultant des contraintes et éventuels horaires d'accès liés à la zone de travaux ;
- des sujétions résultant des circulations piétonnes et automobiles et diverses contraintes de stationnement et d'accès aux bâtiments ;
- des frais entraînés par les précautions à adopter compte-tenu des ouvrages souterrains (réseaux, galerie etc...) ;
- des frais entraînés par les précautions à prendre en raison de la proximité de bassins portuaires afin d'éviter notamment toute pollution des bassins ou tous dommages aux ouvrages portuaires ;
- de toutes sujétions résultant de la présence de canalisations diverses : eau, électricité, gaz, égouts etc...a proximité des lieux de travaux et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection et qui seront demandées notamment par les autorités compétentes et ou le maître d'œuvre ;
- de toutes sujétions résultant des prestations ou travaux d'autres intervenants dans les lieux et en particulier ceux des autres titulaires de lots de l'opération du présent marché ;
- des jours d'intempéries prévisibles ;
- des frais de cessions, licences ou autorisations nécessaires à l'exécution des travaux lorsque les matériaux, produits, composants et procédés en comportent ;
- de tous les frais résultant des dispositions du présent marché et des pièces qui le constituent.
- en cas de groupement d'entreprises (obligatoirement solidaire pour ce marché), les prix intègrent la marge pour défaillance éventuelle d'un ou des co-traitants.
- En cas de sous-traitance, les prix comprennent les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations sous-traités et la marge du titulaire pour défaillance éventuelle des sous-traitants.
- De tous frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux, l'équipement des personnels notamment les équipements de sécurité (EPI), les frais de gardiennage... ;

- De tous frais administratifs de secrétariat, de reproduction de documents, d'envoi, d'acquisition de petites fournitures informatiques à livrer (CD, Clés USB...) de frais comptables, de facturation, de recouvrement ...
- De tous frais d'assurances

### **13.3. AUGMENTATION DE LA MASSE DES TRAVAUX**

En application de l'article 118 du code des marchés publics, et en complément de l'article 15 du CCAG, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, il peut être notifié, par ordre de service, la décision prise par le maître d'ouvrage d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision.

Si le titulaire n'a pas reçu cette décision, notifiée par ordre de service du maître d'ouvrage, dans le délai de 10 (dix) jours avant la fin du mois en cours duquel le montant des travaux exécutés atteindra la masse contractuelle des travaux, et s'il n'a pas non plus reçu, dans le même délai, l'ordre d'arrêter les travaux mentionnés à l'article 15.4.2., le titulaire poursuit les travaux, dans la limite des plafonds fixés à l'article 15.3. du CCAG-Travaux. Lorsque les travaux exécutés atteignent ces plafonds, le titulaire arrête l'exécution. Les travaux qui sont exécutés au-delà des plafonds ne sont pas payés.

### **13.4. PRIX NOUVEAUX**

Par dérogation à l'article 14.5 et plus particulièrement à son commentaire, le titulaire est réputé avoir accepté les prix fixés par l'ordre de service prévu aux articles 14.1 et 14.4 du CCAG-Travaux. Si dans le délai de trente(30) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le titulaire et le maître d'ouvrage sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, d'un bordereau supplémentaire de prix unitaire ou d'un état supplémentaire de prix forfaitaire, signé des deux parties.

### **13.5. REGLEMENT DES COMPTES MODALITES DE PAIEMENT**

Les projets de décomptes présentés en deux exemplaires par le titulaire, établissent le montant, en prix de base et hors T.V.A., des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'opération de travaux, abstraction faite des pénalités.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est alors déterminé par le maître d'œuvre qui dresse conformément aux articles 13.1 et 13.2 du CCAG-Travaux, un état faisant ressortir :

- le montant de l'acompte en prix de base, établi par différence entre le montant du décompte mensuel et celui du décompte mensuel précédent ;
- l'incidence de la T.V.A. ;
- le montant de l'acompte à verser, somme des deux montants ci-avant.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3.2 du CCAG-Travaux, lorsque la réception des travaux aura été assortie de réserves non liées à la réalisation d'épreuves prévues dans les documents particuliers du marché, le délai laissé au titulaire pour remettre son projet de décompte final aura pour point de départ la date du procès-verbal de levée de ces réserves.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux, l'un des délais maximum fixés au représentant de l'entité adjudicatrice pour notifier le décompte général au titulaire est porté à 30 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

### **13.6. LES AVANCES**

#### **13.6.1. LES AVANCES VERSEES AU TITULAIRE**

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'avance prévue à l'article 87 du code des marchés publics est versée au titulaire, sauf en cas de refus de celui-ci. Cette avance n'est due que sur la part du marché qui n'a pas été sous-traitée.

#### **13.6.1.1. MONTANT DE L'AVANCE**

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises,

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, au titre du marché, atteint ou dépasse 50% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

#### **13.6.1.2. GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

La CCI conditionne le versement d'une avance à la remise d'une garantie à première demande émanant d'un organisme bancaire portant sur le remboursement de toute l'avance.

Si cette garantie est constituée et remise à la CCIT après la date génératrice du paiement de l'avance, le délai de paiement de cette avance est compté à partir de la date de la remise de la garantie, conforme aux prescriptions de l'Arrêté du 3 janvier 2005 pris en application de l'article 100 du code des marchés publics et fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire

#### **13.6.2. LES AVANCES VERSEES AUX SOUS-TRAITANTS**

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles 87 à 90 du code des marchés publics.

Le titulaire transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées à l'article 115-2° du code des marchés publics.

#### **13.7. RETENUES DE GARANTIE**

Une retenue de garantie sera prélevée par fraction sur chacun des versements effectués au(x) titulaire(s). Le montant de la retenue de garantie est de 5% du montant à verser. Il est fait application de l'article 101 du Code des Marchés Publics.

La retenue de garantie ne s'applique pas sur l'avance forfaitaire.

Elle est de 5% du montant à verser. Le montant de l'engagement de garantie est fixé à 5% du montant initial du marché éventuellement modifié par des avenants et augmenté de l'ensemble des actualisations de prix qui sont appliquées en cours d'exécution du marché.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande à condition que celle-ci soit présentée, au plus tard, à la date de présentation du premier acompte ou de la demande de paiement. Si la garantie n'est pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte ou au paiement est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie, la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est restituée ou la garantie libérée un mois après l'achèvement du délai de garantie, sauf refus motivé de la CCI.

La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la fin des travaux ainsi que celles qui pourraient être formulées pendant le délai de garantie. Le délai de garantie étant le délai, prévu par le marché, pendant lequel la CCI peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

#### **13.8. FACTURATION**

Les factures sont à adresser et à libeller en 2 exemplaires au :

- Outre les mentions légales, les factures comportent :
- Le nom du service bénéficiaire des prestations ou fournitures ;
- L'intitulé du marché, sa date et son numéro de marché ;
- Les références, désignations et quantités ;
- Le prix des fournitures, prestations établi selon le marché (Bordereau des prix unitaires, détail quantitatif estimatif ou prix net catalogue) ;
- La référence au bon de commande ;
- L'apposition des mentions : « original » ou « duplicata »
- L'exactitude des mentions ci-dessus listées conditionne le règlement des prestations

**Impératif : les titulaires de plusieurs marchés avec la CCIT doivent émettre une facturation distincte par marché – à défaut les factures non conformes à cette règle sont être rejetées et le délai de paiement ne court pas...**

### 13.9. DELAIS DE PAIEMENT

En application de l'article 98 du Code des Marchés Publics, le délai global de paiement est de 30 jours. Le dépassement du délai ouvre de plein droit le bénéfice d'intérêts moratoires.

### 13.10. CESSIONS OU NANTISSEMENT DE CREANCE

En cas de nantissement ou de cession de créance et sur la demande du Titulaire du Marché, il sera délivré par la CCIT un certificat de cessibilité.

A l'appui de cette demande, tous les éléments relatifs à une éventuelle co-traitance ou sous-traitance feront l'objet d'une nouvelle information aux services de la CCIT, par le titulaire du lot concerné.

Il est précisé qu'à défaut de notification ou signification conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et en particulier au code des marchés publics (articles 106 et suivants) et au code monétaire et financier, de la cession par l'organisme bénéficiaire de la cession, la cession sera inopposable à la CCIT. En ce cas, le paiement sera effectué entre les mains du Prestataire. En particulier, aucun paiement ne sera effectué entre les mains d'un tiers au marché à défaut de notification ou signification à la CCIT de l'original du certificat de cessibilité.

## 14. PENALITES

### 14.1. PENALITES POUR RETARD - DISPOSITIONS GENERALES

Les stipulations du C.C.A.G. sont applicables.

Cependant, par dérogation, les pénalités journalières pour chaque délai sont de 1/1000e, du montant H.T. du marché ou sont appliquées suivant un forfait comme stipulé ci-après (au 13.2) ;

En cas de non respect de plusieurs délais, les pénalités sont cumulables ;

Les dispositions du présent article sont appliquées en cas de retard dans la préparation des travaux ou leur exécution, comparativement au calendrier détaillé d'exécution ou aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage ;

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, le titulaire sera soumis aux pénalités même si leur montant total est inférieur à 1000 euros. ;

Les pénalités ne sont pas assujetties à TVA, les documents les constatant indiquent clairement leur nature de pénalité ;

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures coercitives prévues à l'article 48 du C.C.A.G ;

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard acté au compte-rendu de chantier.

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'exécution et la date limite telle que portée dans le compte-rendu de chantier ou à défaut dans le calendrier détaillé d'exécution ;

Il n'y a pas de plafonnement des pénalités ;

Les pénalités sont précomptées sur les acomptes versés au titulaire, tout au long du marché. Elles sont reprises par le décompte général.

## **14.2. PENALITES FORFAITAIRES**

En cas de non respect des obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 9.2 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1.000 €

Retards pour l'installation du chantier : Lorsque ce retard aura été noté sur les comptes-rendus de chantier, l'entreprise subira une pénalité de 500 €

Retards pour la remise de documents nécessaires par rapport au calendrier d'exécution. Lorsque ce retard aura été noté sur les comptes-rendus de chantier, l'entreprise subira une pénalité par jour calendaire de retard de 150 €.

Non respect des prescriptions relatives à la sécurité, au gardiennage, à l'hygiène et la signalisation générale du chantier. Par jour calendaire en défaut : 250 €

Dépôt des gravois ou autres entreposages en dehors des zones prescrites à cet effet. Par infraction constatée 250 €.

Retard dans le nettoyage du chantier au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'ouvrage : Pénalité par jour calendaire de retard : 250 €.

Retard dans l'évacuation des gravois au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'ouvrage : 250 € par jour calendaire de retard.

Retard dans l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi dans les délais prescrits par le présent CCAP : Pénalité par jour calendaire de retard : 250 €.

Non respect des demandes d'intervention portées sur les listes de contrôles par le maître d'ouvrage pendant les travaux, jusqu'à la réception : 250 € .

Après la réception : 500 € par réserve non levée dans le délai fixé par le maître d'ouvrage et par jour calendaire.

Non remise des plans, notices, fiches techniques, fiches d'essai COPREC, devis de travaux modificatifs et tous éléments techniques demandés par le maître d'ouvrage, par document, élément ou objet non remis : 100 € HT par jour calendaire.

Retard ou absence aux réunions ou aux visites de chantier ou, aux réunions prescrites par le CSPS etc... : 100 € par infraction ou absence non excusée, en cas de récidive, la pénalité est portée à 150 € ;

Défaut de présence de la personne chargée de l'encadrement des personnels présents sur le chantier jugée préjudiciable et après d'interpellation de cette personne telle que désignée dans les documents du marché : 500 € par infraction.

La représentation de l'entreprise par une personne non habilitée à engager l'entreprise ou à prendre des décisions en son nom équivaut à une absence injustifiée.

Utilisation de téléphone portable en réunion de chantier pour des questions étrangères aux opérations de travaux du présent marché : 50 € par infraction.

Découverte d'un sous-traitant non déclaré. 1000 € par infraction constatée.

Retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'ouvrage : 250 € par jour calendaire en défaut.



Travaux sur le domaine public sans signalisation ni protection efficace : 250 € par jour calendaire en défaut.

Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation : 100 € par appareil émetteur de bruit et par jour calendaire ou montant acquitté par le maître d'ouvrage en cas de contravention ou condamnation pécuniaire.

Défaut de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier, ou absence de bac décanteur avant rejet aux égouts : 100 € HT par infraction et par jour calendaire.

Non acquittement des sommes dues au titre du fonctionnement de l'armoire à plans : pénalité équivalente au montant des sommes dues.

Retard dans la remise des DOE après mise en demeure : 100 € par jour calendaire en défaut

Non respect du délai fixé pour la levée des réserves : 1/100ème du montant HT du poste considéré par jour calendaire en défaut.

Retard pour le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A défaut d'avoir terminé le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux dans le délai fixé dans le calendrier détaillé d'exécution, il sera appliqué à l'entreprise ou les entreprises contrevenantes de plein droit une pénalité de 150 euros par jour calendaire de retard.

Non déclaration de changement de domiciliation bancaire : le montant des pénalités sera équivalent aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant de l'entité adjudicatrice en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin : 1 000 € par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé par la mise en demeure.

Pénalités pour non respect des formalités prévues aux articles L.8221-3 et L.8221.5 du code du travail.

Si le titulaire ne justifie pas, en cours d'exécution du marché et sur la demande de la CCIT, s'être acquitté des formalités prévues aux articles L.8221-3 et L.8.221-5 du code de travail, il sera versé à la CCIT à titre de pénalité 3% du montant total, actualisation, révisions comprises du lot du marché.

La CCIT peut se prévaloir de la compensation entre la pénalité ainsi due et les sommes à payer au titulaire, en opérant la déduction sur le décompte ou sur le prochain paiement à intervenir.

Le montant de la pénalité est plafonné au montant minimum des amendes prévues aux articles L.8224-1, L.8224-2, L.8224-5 du code du travail.

### **14.3. RETENUES PROVISOIRES**

Les retenues provisoires prévues à l'article 20.5 du C.C.A.G. relatives aux documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article 40 du C.C.A.G. ou aux prescriptions du CCTP sont fixées à 5% du montant du marché. Ces retenues sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Elles s'appliquent également aux documents qui doivent être remis au Coordonnateur S.P.S.

### **14.4. RESTITUTION DES PENALITES**

Par dérogation à l'article 20.1.5 du CCAG-Travaux : si des pénalités ont été appliquées au titre des articles précédents et que le délai global de la réalisation de chaque réception partielle est respecté et n'a pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage ou sur la date prévisionnelle de réception de l'ensemble des travaux, le titulaire pourra solliciter auprès de l'entité adjudicatrice une exonération des pénalités. Il n'y aura pas d'exonération de pénalités s'il a été nécessaire de faire intervenir un tiers à la place du titulaire. L'exonération ne peut-être supérieure à 80% du total des sommes retenues au titre des pénalités.

## **15. DELAIS DE GARANTIE**

Le délai de garantie minimum est de dix ans (garantie décennale des constructeurs);



Les délais de garantie des fournitures livrées peuvent être supérieurs, il est alors retenu le délai de garantie figurant dans l'offre du titulaire.

Il est fait application de l'article 44 du CCAG-Travaux

## **16. ASSURANCES**

### **16.1. – ASSURANCES PERSONNELLES DE L'ENTREPRISE**

#### **16.1.1. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE – ASSURANCES TOUS RISQUES CHANTIERS .**

L'entreprise est tenue de posséder une police destinée à garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutifs et non consécutif du fait des travaux qu'elle réalise, qu'ils soient en cours d'exécution ou après réception.

La police doit apporter les minima de garantie suffisants compte tenu de l'importance des travaux

En cas d'insuffisance constatée par le maître d'ouvrage des minima de garantis présentés par le titulaire du lot, eu égard à la nature de l'opération de travaux; le titulaire s'oblige à souscrire et à produire des garanties supplémentaires dans les 15 jours de la réception de la demande qui lui en est faite par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

#### **16.1.2. ASSURANCE DOMMAGES / GARANTIES DECENNALES**

Le présent article est applicable en cas de travaux soumis à l'obligation d'assurance au sens de la loi n°78-12 du 4/01/1978. En ce cas l'entreprise est donc tenue de posséder une police d'assurance dont les termes devront être conformes aux dispositions de la loi précitée.

Les titulaires doivent être garantis par une police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-1 et suivants et 2270 du code civil. (garanties décennales, de bon fonctionnement, couvrant les dommages aux existants, dommages immatériels consécutifs.)

L'opération étant une opération de rénovation, il y a donc des travaux sur existant, la police d'assurance comportera donc une clause d'extension aux dommages consécutifs aux travaux neufs subis par les parties anciennes de la construction.

La garantie devra être souscrite à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage.

Le contrat doit être souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L241-1 du code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Les garanties étant indexées sur l'index BT 01.

L'entreprise devra prendre toutes dispositions avec son assureur pour que sa police s'applique sans restriction ni réserve et ne comporte aucune clause de réduction de garantie ni de règle proportionnelle de capitaux dans le cadre de la réalisation de l'opération objet du présent marché.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une police dite « contrat collectif de responsabilité décennale ».

#### **16.1.3. ASSURANCES RELATIVES AUX INSTALLATIONS ET ENGINS DE CHANTIER**

L'entreprise fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés. Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurées conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation.

## **D Assurances relatives aux matériaux ou éléments d'équipement destinés à être incorporés dans l'opération de construction**

Pour les éléments d'équipement destinés à être incorporés dans l'opération de construction, l'entrepreneur s'assurera pour les risques en cours de transport étant précisé que les garanties seront appliquées en cas de dommages constatés après livraison sur le site lors du déballage (garanties transports – livraisons).

### **16.2. DISPOSITIONS GENERALES**

#### **16.2.1. ETENDUE DE LA RESPONSABILITE**

Les polices d'assurance décrites ci-dessus ainsi que leurs modalités d'application ne constituent qu'un minimum exigé par le maître de l'ouvrage. Elles ne limitent en rien les responsabilités liées au choix de ses propres garanties par l'entrepreneur.

L'entreprise fait son affaire des conditions de garantie de ses sous-traitants et cotraitants. Il demeure garant vis-à-vis du maître de l'ouvrage des insuffisances de couverture de ses sous-traitants et cotraitants.

#### **16.2.2. ASSURANCES COMPLEMENTAIRES**

L'entreprise fera son affaire de toutes assurances qu'elle souhaiterait souscrire en complément des garanties demandées par l'entité adjudicatrice.

#### **16.2.3. JUSTIFICATION DES GARANTIES**

L'entrepreneur devra fournir lors de la remise de son offre des attestations d'assurance dûment remplies par l'assureur, précisant :

- que la police s'applique pour l'opération et le type de travaux objet du marché ;
- une concernant sa police de Dommages ;
- une concernant sa police de Responsabilité.

A chaque échéance annuelle, l'entrepreneur fournira les attestations d'assurance dans les mêmes conditions que celle remise lors de la remise de l'offre, émanant des assureurs constatant qu'il est en règle pour le paiement de ses primes.

L'entrepreneur doit justifier dans le délai de quinze jours maximum à compter de la notification du marché qu'il est titulaire des assurances exigées.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la seule compagnie d'assurances.

Ces attestations devront comporter la mention suivant laquelle l'Assuré est à jour de ses primes.

L'attestation d'assurance décennale devra également comporter en plus, les mentions suivantes :

- être nominative au chantier (nom, adresse et montant total du chantier) ;
- comporter le montant des garanties complémentaires ;
- abroger la règle proportionnelle des capitaux ;
- comporter la mention des lots garantis

L'entrepreneur devra prévenir le maître de l'ouvrage de toutes modifications dans ses polices d'assurances.

A défaut des justifications demandées, le versement d'acompte pourra être différé.

La souscription de contrats d'assurance par le Maître d'ouvrage, ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage, de leurs cocontractants ou des tiers. Ils restent tenus de garantir le maître d'ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

## **17. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

L'architecte, auteur initial de l'œuvre, jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Au titre de son droit moral, il a notamment le droit de s'opposer à la modification de son œuvre en cas de dénaturation.

Le maître d'ouvrage et les entrepreneurs respectent le droit moral du concepteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

## **18. DIFFERENDS ET RESILIATION**

### **18.1. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS**

En cas de différend portant sur le respect des clauses du présent marché, les parties conviennent de se rapprocher afin de parvenir à un accord amiable.

### **18.2. RESILIATION DU MARCHE**

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au CCAG-Travaux.

### **18.3. TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

En cas de litige, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif de Rennes, Ille et Vilaine.

## **19. LANGUE DU MARCHE ET DROIT APPLICABLE**

La langue du marché est le français. Tous les documents composant l'offre et ceux relatifs à l'exécution du marché sont donc rédigés en français ou traduits par un traducteur assermenté aux frais du titulaire

## **20. DEROGATION AU CCAG-TRAVAUX**

Articles du présent CCAP contenant des dérogations même partielles	Articles du CCAG-travaux auxquels il est dérogé
4.1	4
7.2	28.1
9.2	28.2.2
10.7	37.2
11.2	41.1
12.5	14.5

12.6	13.3.2 et 13.4.2
13	20.1 et 20.4